

## "Législatives: ces eurodéputés qui tentent de rentrer à Paris" dans EurActiv (8 juin 2012)

**Légende:** Le 8 juin 2012, à la veille des élections législatives françaises, EurActiv, média en ligne traitant des affaires européennes, publie un article sur l'incidence que ces prochaines élections pourraient avoir sur le mandat des députés européens censés être de cinq ans.

**Source:** Lefebvre, Jean-Sébastien ; Schorpp , Julian, «Législatives : ces eurodéputés qui tentent de rentrer à Paris» dans Euractiv. 08.06.2012. [En ligne]. [Bruxelles] : EurActiv, [01.05.2014]. <http://www.euractiv.fr/election-presidentielle/legislatives-eurodeputes-tentent-rentrer-paris-12893.html>.

**Copyright:** (c) EurActiv.com

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/legislatives\\_ces\\_eurodeputes\\_qui\\_tentent\\_de\\_rentrer\\_a\\_paris\\_dans\\_euractiv\\_8\\_juin\\_2012-fr-1116c350-9718-427e-b00a-ea3b6edffeb9.html](http://www.cvce.eu/obj/legislatives_ces_eurodeputes_qui_tentent_de_rentrer_a_paris_dans_euractiv_8_juin_2012-fr-1116c350-9718-427e-b00a-ea3b6edffeb9.html)

**Date de dernière mise à jour:** 27/05/2014

## Législatives : ces eurodéputés qui tentent de rentrer à Paris

**Les élections législatives sont l'occasion pour certains élus de Strasbourg de tenter un retour sur la scène politique nationale en se portant candidat dans une circonscription. Une hémorragie qui n'est pas nouvelle.**

Cinq ans. C'est, théoriquement, la durée du mandat de député européen. Sauf pour ceux qui trouvent le moyen de récupérer un siège national entre deux élections et ainsi quitter Bruxelles au plus vite. "L'approche du travail d'eurodéputé est différente selon les pays", explique Charles de Marcilly, représentant de la Fondation Robert Schuman à Bruxelles.

"La France fait encore parti des États qui perçoivent le Parlement comme un lieu de passage, soit en récompense de services rendus si l'élu débute sa carrière, soit comme une salle d'attente pour les hommes politiques de plus grande envergure", poursuit-il. Ainsi, les élections législatives des 10 et 17 juin pourraient être l'occasion d'une migration parlementaire de Bruxelles vers Paris.

### 12 départs potentiels

Quatre députés européens de l'UMP et du Nouveau Centre, tous nouvellement élus en 2009, vont tenter leur chance : Damien Abad (Nouveau Centre), Arnaud Danjean, Agnès Lebrun et Franck Proust. Ces deux derniers ont aussi la particularité d'être arrivés en cours de mandat, à la faveur de précédentes démissions...

Chez les socialistes, trois des quatorze élus sont dans les starting blocks : Estelle Grelier, Kader Arif et Stéphane Le Foll. Les deux hommes, qui en sont à leur deuxième mandat au Parlement européen, sont désormais ministres dans le gouvernement de Jean-Marc Ayrault.

Du côté du Front national, Bruno Gollnisch et Marine Le Pen se sont lancés dans la campagne des législatives.

Enfin, les trois prétendants à un mandat national issu de l'extrême gauche européenne seront le député du Parti communiste français et directeur de publication de l'Humanité, Patrick Le Hyaric, l'eurodéputé Jacky Hénin (PCF) et le chef du Front de gauche, Jean-Luc Mélenchon.

Les eurodéputés Pascal Canfin (EELV) et Vincent Peillon (PS) ont intégré le gouvernement Ayrault. Les deux hommes n'étant pas candidats aux législatives, leur départ de Strasbourg est définitif. Les ministres qui ne seraient pas élus aux législatives reprendraient en revanche leur siège d'eurodéputé. Une règle veut que les membres du gouvernement qui échouent aux législatives soient obligés de quitter leur ministère.

Au total, quatorze parlementaires sur les 74 que compte la délégation française au Parlement européen, c'est-à-dire un peu moins d'un quart, devraient donc revenir dans le jeu national. S'ils sont élus, ils devront faire un choix, car le cumul des deux mandats est interdit.

### Perte d'influence

Certes, contrairement par exemple au Luxembourg, les élections nationales en France n'ont pas lieu à la même date que les européennes. Ce décalage rend donc obligatoire le départ en cours de mandat pour ceux qui veulent revenir sur la scène nationale après le silence médiatique de Bruxelles.

Mais, pour Charles de Marcilly, ce jeu de va-et-vient entre Paris et Bruxelles "n'est pas sans conséquences". Il est néfaste en terme d'influence au sein des groupes politiques et des commissions parlementaires. "Si vous êtes nouveau, il est plus difficile d'obtenir la rédaction d'un rapport ou de peser dans les décisions, c'est évident. Un dicton allemand dit qu'il vous faut trois mandats : un pour découvrir, un pour faire, un pour transmettre."

Justement, chez les Allemands, les départs sont extrêmement rares. Aucun à signaler depuis les élections de 2009. Et lors de la législature précédente (2004-2009), il n'y en a eu que cinq... dont un décès.

A l'inverse, le compteur affiche déjà six remplacements depuis 2009 pour la délégation française. A l'exception d'Elie Hoarau du groupe de la Gauche Unitaire Européenne (extrême gauche), qui a laissé son siège à Younous Omarjee début janvier 2012, tous les sortants sont UMP :

-Michel Barnier, devenu commissaire européen en février 2010,

-Dominique Baudis, devenu Défenseur des droits en juin 2011,

-Christophe Béchu, devenu conseiller régional en mars 2010,

-Pascale Gruny, devenue députée française en décembre 2010

-et Catherine Soulie, priée de partir au bénéfice de Brice Hortefeux après son éviction du gouvernement à l'hiver 2011.

### **Déjà prévu**

Mis à part le départ de Pascal Canfin pour le gouvernement, Europe Ecologie Les Verts (EELV) et le Modem conserveront leur effectif. Pour Hélène Flautre, chef de la délégation EELV, « ce choix démontre que pour notre parti, les élections européennes ne sont pas une salle d'attente, que nous sommes attachés à notre travail à Bruxelles (...) et qu'en cette période de crise, il est plus nécessaire que jamais ».

Mais les prétendants à une législature nationale se défendent de tout procès d'intentions. Agnès Lebrun rappelle ainsi que, dès 2009, alors qu'elle faisait campagne pour les européennes en pensant être à une place où elle ne pourrait pas être élue, elle avait annoncé sa candidature aux législatives de 2012. "Et, lorsqu'en 2010, on m'a proposé de remplacer Christophe Béchu, je me devais d'y aller puisque les électeurs avaient voté pour ma liste et moi-même."

### **Une élite politique peu européenne ?**

"Ce que j'ai appris à Bruxelles et Strasbourg va énormément me servir, estime pour sa part Arnaud Danjean. J'ai la ferme intention de mettre tout ce capital européen dans la campagne nationale française (...). De faire en sorte que les thèmes européens soient abordés d'une façon moins caricaturale que d'habitude."

Cet argument a de quoi laisser perplexe après trois ans de mandat. Pour Charles de Marcilly, "l'intention est louable mais ce qui manque à l'élite politique française, ce sont des personnes qui veulent faire carrière à Bruxelles. Les modes de gouvernance évoluent et la France aurait besoin de politiques rôdés aux affaires européennes et parlant plusieurs langues."

### **Jean-Sébastien Lefebvre, Julian Schorpp**